

2^{ème} RENCONTRES RÉGIONALES DE LA DONNÉE DU GRAND EST

Comment piloter par la donnée nos territoires en quête de sobriété ?

Le **29 novembre 2022**, plus de **200 participants**, élus, décideurs ou agents issus des collectivités territoriales, des services de l'état, acteurs privés, agences, associations, étaient réunis pour les **2^e rencontres régionales de la donnée du Grand Est** au Palais des Congrès de Strasbourg.

Cette année, le thème retenu questionnait le rôle de la donnée pour servir des politiques publiques plus sobres au plan énergétique mais aussi en termes de consommation foncière, de mobilité ou d'usages du numérique. C'est là un **enjeu stratégique pour tous les territoires, ruraux comme urbains** : **l'usage des données numériques constitue un levier de la transformation publique pour piloter les territoires.**

Un engagement fort de l'Etat et la Région pour un service public de la donnée

Irène WEISS, vice-présidente de la commission Enseignement supérieur, recherche et innovation de la Région Grand Est, et **Nicolas DOMANGE**, SGARE adjoint en charge des politiques publiques, ont introduit cette journée en réaffirmant l'ambition du partenariat Etat-Région d'installer, au moyen de **DataGrandEst, un véritable service public de la donnée en Grand Est**, dans la lignée des orientations nationales de l'Etat et du contexte réglementaire (loi NOTRe, Directive Inspire, loi pour une République Numérique...). Ils ont rappelé la volonté de l'Etat et de la Région d'associer un maximum de partenaires pour répondre aux besoins des acteurs territoriaux et **favoriser un cadre de concertation** : si les Départements et Agglomérations sont déjà associés au financement de DataGrandEst¹ et participent à son pilotage, ils ont invité les collectivités, les services de l'Etat mais aussi les agences d'urbanisme, les agences de l'eau, les PNR, l'IGN, l'INSEE, les associations, les chambres consulaires, à **participer à la co-construction de DataGrandEst.**

Des élus convaincus de l'intérêt du numérique pour faire avancer les territoires

Jean ROTTNER, Président de la Région Grand Est, a souligné que la donnée est un sujet hautement politique, puisque c'est de la donnée que dépend notre capacité à comprendre et à expliquer des enjeux territoriaux forts comme le ZAN, les ZFE ou, plus largement, la transition écologique : « *on peut donner du sens à des politiques publiques quand on s'appuie sur des données tangibles, cartographiées* ». C'est aussi un principe de transparence, pour que chacun puisse prendre les bonnes décisions en connaissance de cause, y compris des collectifs d'habitants, voire des particuliers : **de vraies stratégies d'aménagement du territoire doivent s'appuyer sur des données compréhensibles de tous.** Concernant le ZAN, la Région a 2 ans d'avance, ce qui va permettre aux autres territoires, en partenariat avec l'IGN, de progresser plus vite. Par ailleurs, **derrière la question de la sobriété numérique, se pose également la question de la souveraineté des données.** Au-delà de DataGrandEst, il s'agit d'**aller vers un cloud régional souverain.** Un point incontournable porte sur le **développement d'une culture démocratique de la donnée** : un élu connaît son patrimoine immobilier mais mesure mal la valeur de la donnée dont il dispose. Comment apporter la connaissance aux élus, **faire de la pédagogie**, introduire un débat sur des éléments factuels ? Cela doit se faire aussi au sein des collectivités, auprès des agents. **DataGrandEst est une forme de tiers de confiance qui permet à la fois un gain de temps, du partage, de l'efficacité.**

¹ Par ailleurs financé par l'Etat et la Région dans le cadre du CPER jusqu'en 2027, avec le soutien des fonds européens FEDER sur de nombreux projets.

Julien DIDRY, vice-président délégué à l'attractivité, l'innovation, au numérique et à la démocratie participative pour le Département de la Meuse, a, quant à lui, enthousiasmé l'auditoire, en démontrant **comment une petite commune rurale peut devenir un territoire connecté exemplaire**.

Il a insisté sur l'intérêt de **dépasser son territoire d'élection** (commune, EPCI), pour **travailler sur des projets fédérateurs** (par exemple le déploiement de la fibre optique en région Grand Est), en prenant en compte les **évolutions sociétales** (« depuis la crise COVID, les gens ont besoin de donner du sens à leurs actions et souhaitent avoir du temps pour vivre ») et **technologiques** (par exemple, des actions de développement numérique au service du développement économique et social : espaces de coworking, plateforme de commerce en ligne, e-administration, télémédecine, etc.) : à l'heure où le COVID a entraîné une nouvelle concurrence entre les territoires ruraux et urbains, les **tiers-lieux** sont de vrais enjeux pour les territoires ruraux. Il s'agit d'**être agile** - même si c'est d'autant plus compliqué que la strate du millefeuille territorial est élevée – pour **répondre aux besoins des usagers du territoire**, et notamment les « rurbains », dans tous les domaines du quotidien : « *la ville intelligente ce n'est pas tant de la technologie que la manière dont on mobilise notre intelligence pour offrir de meilleurs services, en s'appuyant sur les données et l'intelligence artificielle. L'opendata dans un territoire, ce n'est pas tant la technique qui permet de faire de l'opendata dans un territoire, que la capacité de l' élu à s'ouvrir* ».

Durant la matinée, les deux tables rondes ont également permis de débattre sur le rôle de la donnée pour développer des politiques territoriales plus sobres au plan énergétique ou foncier.

Une 1^{ère} table ronde, consacrée au rôle de la donnée pour comprendre et accompagner la sobriété énergétique

Il s'agissait là d'aborder un sujet qui aurait pu rassembler tous les aspects de la sobriété abordés au cours de la journée.

Jérôme KLEIN, Président de la Communauté de communes du Pays du Santois et Vice-président du Syndicat Départemental d'Energie de Meurthe-et-Moselle, a souligné que « *la difficulté, pour un territoire rural, n'est pas tant de disposer de données que de mobiliser des ressources humaines et financières suffisantes pour bien les utiliser. Il convient aussi de s'interroger sur la consommation énergétique – actuellement équivalente à celle de l'aviation civile - due au stockage de données* ».

Caroline ZORN, Vice-présidente de l'Eurométropole de Strasbourg en charge de l'Enseignement supérieur, de la recherche, de la vie étudiante et de la métropole numérique et innovante, a évoqué l'intérêt de l'intelligence artificielle pour aboutir à une gestion plus rigoureuse des consommations énergétiques du patrimoine public, avec des économies substantielles. Cependant, comme Jérôme KLEIN, elle a précisé qu'il convient de réfléchir à la consommation énergétique liée au numérique : « *on n'a jamais assez de données mais est-ce toujours utile ? L'intelligence artificielle s'appuie sur des masses de données, il faut trouver un équilibre entre ce dont on dispose et ce qu'on veut faire. Les élus ne sont pas suffisamment acculturés à la donnée. Croire que les données vont systématiquement résoudre les problèmes de transition écologique nous entraîne dans le mur (du fait de l'évolution des logiciels, de l'obsolescence des matériels, etc.)* ». Elle a prôné un **numérique responsable (sobriété, solidaire, émancipateur) passant par l'éducation populaire au numérique** : « *on peut mettre à disposition des données mais qu'en font les gens ? La datavisualisation est une solution mais nécessite des compétences pour les produire* ». Cela suppose d'**accompagner les territoires** pour monter en compétence, avec un **enjeu fort de mutualisation** pour les petits territoires.

Thierry MORESTIN, DGS de la Communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette, a présenté une plateforme open source et opendata initiée en 2018 sur un projet de rénovation de l'éclairage public visant 70% d'économie, grâce à des lampadaires autonomes équipés de panneaux photovoltaïques. La mise en œuvre d'une régie est maintenant envisagée pour relier d'autres projets (cogénération à partir de matériaux déposés en déchetterie, panneaux photovoltaïques, éolienne, méthaniseur) à la plateforme de données qui devrait être achevée en 2023. « *Il s'agit de faire de la plateforme de*

données un véritable outil d'aide à la décision. Cependant, temps et compétences sont indispensables pour une bonne gestion des données ».

Aude DE TOUCHET, Directrice de projet à l'agence ORE qui rassemble les distributeurs d'énergie (GRF, ENEDIS ainsi que plus de 120 distributeurs locaux, dont une trentaine en région Grand Est) a indiqué que l'ORE propose, dans le cadre de la **loi pour la transition énergétique et la croissance verte**, des **données en opendata, agrégées pour respecter le RGPD**. A noter que la France est pionnière en matière d'opendata énergétique (ENEDIS a ouvert ses données depuis 2015) et est prise comme modèle pour l'Europe : *« les collectivités ou les bureaux d'études prestataires peuvent télécharger et analyser les données recueillies auprès des distributeurs, afin de disposer d'une vision 'électricité et gaz' de leur territoire. On relève ici la dualité des données « chaudes » (flux de données recueillis par les distributeurs, liés aux capteurs et autres objets connectés relevant de l'internet des objets – IOT) et des données « froides » (agrégées, analysées, retravaillées) : « la datavisualisation est importante pour rendre intelligibles les données et comprendre les grands enjeux d'un territoire ».*

Une 2nde table ronde sur l'usage des données pour piloter l'aménagement des territoires et économiser le foncier

Le foncier est la base de notre façon d'occuper l'espace pour se loger, se nourrir, se déplacer, se rencontrer. Cependant, les territoires font face à un empilement réglementaire (loi climat et résilience débouchant sur le ZAN, intégré dans le SRADDET, le SCoT, les PLU), avec des données à tous les niveaux. Se pose alors la question de disposer des bonnes données et de les produire de manière plus agile.

Florian MARZCZAK, Directeur de la Cohésion des Territoires de la Région Grand Est, a rappelé que le SRADDET est un document porté par la Région, en cours de modification depuis décembre 2021, portant sur l'introduction du ZAN du fait de l'évolution de la loi climat et résilience, avec des objectifs exigeants : ZAN à horizon 2050, réduction de 50% à horizon 2030. *« Les données permettent d'observer l'évolution des territoires, d'en comprendre les dynamiques (cf la BD OCS GE²) et d'anticiper les efforts sur la consommation du foncier (logements vacants, friches). Des séminaires et des rencontres territoriales sont organisés. Il est important de mettre en œuvre des lieux d'échanges et de débat, c'est la valeur ajoutée de DataGrandEst. Chacun a une expertise à apporter, il faut utiliser ces lieux d'échanges pour partager et standardiser les données, travailler sur l'interopérabilité. Il ne faut pas ignorer les problèmes des territoires et travailler à horizon 2050 pour trouver les bonnes solutions et les construire avec des opérateurs comme les EPF ».*

Cécile ALPY, Responsable d'unité à la Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin a décrit comment la DDT67 applique, depuis un an, le volet urbanisme de la loi climat et résilience, en croisant la BD OCS GE avec des données de zonage de risques, et en analysant les logements vacants : *« les objectifs de la loi sont ambitieux, ils amènent à repenser l'aménagement. Il est important de décrire le territoire par une vision commune. La donnée fournit des éléments pour objectiver la situation, pour une meilleure compréhension, au service des territoires. Paradoxalement, il faut sortir du discours des chiffres pour privilégier le sujet de fond et travailler avec des partenaires comme l'ADEUS pour partager le constat, réfléchir sur les moyens d'innover et comment y arriver ».*

Odile BEGORRE-MAIRE, Vice-présidente de la Multipole de Nancy Sud Lorraine en charge de la révision du SCoT, a évoqué comment la révision du SCoT d'un territoire de 560 000 habitants nécessite d'être en cohérence avec les strates supra, comme le SRADDET, tout en accompagnant les territoires et en apportant des outils aux élus : *« cela suppose de disposer de données pour mieux se comprendre et s'assurer qu'on parle bien de la même chose ».* Un outil de consommation foncière mutualisé, basé sur BD OCS GE permet d'atteindre cet objectif : *« pour se comprendre, il faut partager les mêmes notions et les mêmes réalités avec le terrain mais aussi l'Etat (DREAL, DDTM) et la Région (par exemple, c'est quoi la lisière d'une forêt). Il faut donc parler sur les mêmes données (par exemple, estimation de*

² Base de Données d'Occupation du Sol à Grande Echelle

la consommation foncière), en s'assurant de s'appuyer sur les bonnes bases de chiffres. **Le problème c'est que la donnée a 4 ans de retard par rapport au besoin des territoires. On passe du temps à valider la donnée alors qu'on a besoin de données dynamiques (par exemple, pour l'instruction du droit du sol). Il faut accepter d'avoir des tendances pour ne pas se tromper, la société va plus vite que les choix politiques ».**

Pierre LAPLANE, Directeur général de l'Agence d'urbanisme de Strasbourg Rhin supérieur (ADEUS), a rappelé que l'ADEUS couvre des secteurs urbains, métropolitains (polycentriques) et ruraux. Avec les données de l'OCS GE, du CEREMA, l'observatoire foncier de l'agence permet le passage des données à leur interprétation, pour passer du problème à la solution, de la contrainte ZAN à l'adhésion à un projet. **« Notre réseau de 7 agences est à la croisée des échelles territoriales. Les données aident à coopérer dans le partage. Les données de l'ADEUS sont publiques donc disponibles en opendata. Il n'y a pas de conflits sur les chiffres, plutôt une convergence : créer de la confiance et de l'émulation auprès des élus. Il s'agit d'entendre les craintes, de les problématiser pour trouver des solutions, sans avoir une vision en silo : habitat, énergie, mobilité, économie circulaire autant de composantes impactées. Quand on passe de la donnée à l'observation, on se rend compte que les territoires ont déjà bougé (par exemple, les habitants marchent plus, se déplacent plus en vélo). Par ailleurs, le secteur de l'aménagement sera impacté par la stratégie bas carbone : après le foncier, il faudra observer le carbone, ce qui nécessite méthode, écoute, humilité et travail progressif, malgré les injonctions du délai ».**

Sébastien AGAMENNONE, Directeur territorial à l'Établissement Public Foncier du Grand Est (EPF GE) a rappelé que l'EPF est connue pour son appui aux territoires : réutilisation des îlots dégradés en centre-ville, actions « Cœur de Ville » ou « Petite Ville de Demain ». Depuis les années 2000, L'EPF s'est doté d'un pôle géomatique, avec un SIG permettant aux opérationnels de disposer de données. L'observatoire des friches est à disposition de tous depuis le site web de l'EPF. **« Il s'agit d'expliquer aux élus que la qualification de tel ou tel site (friche, site abandonné), retenu par les élus pour une opération d'aménagement, va nécessiter au préalable de rassembler des données, ce qui prend du temps et coûte de l'argent (par exemple, analyser le degré de pollution des sols sur le site, réaliser des diagnostics immobiliers, etc.). Il est en effet important de s'interroger sur l'endroit et le bon moment pour acquérir et monter un projet, ce qui suppose de se plonger dans des données complexes et parfois fines. L'EPF GE achète des données et constitue sa propre base de données, puis revend les données correspondant aux sites étudiés aux collectivités, qui peuvent les communiquer aux aménageurs mais il n'y a pas vraiment de capitalisation, beaucoup de données sont dormantes ».**

Un après-midi consacré à un parcours libre sur différents espaces dédiés pour atteindre la sobriété dans les domaines du foncier, de l'énergie, de la mobilité et du numérique

Les participants ont pu découvrir, à leur rythme, des données, des services et des ressources auprès des intervenants présents pour échanger avec eux, dans les kiosques thématiques, et répondre à des questions comme : « Comment répondre aux exigences du ZAN ? » ; « Quelles données pour limiter l'étalement urbain, préserver les espaces naturels, agricoles ou forestiers, et garantir le développement des territoires ? » ; « Quelles données pour baisser notre facture énergétique ou évaluer le potentiel des énergies renouvelables sur notre territoire ? » ; « Comment utiliser les données pour encourager de nouveaux comportements moins énergivores ? » ; « Comment favoriser les déplacements en mode doux grâce aux données ? » ; « Comment encourager le covoiturage grâce aux données ? » ; « Comment réfléchir à un usage vertueux des données, à leur mutualisation et à la rationalisation de leur stockage et de leur diffusion ? »

DataGrandEst, une équipe à vos côtés, pour un véritable service public de la donnée

Toute l'équipe de DataGrandEst œuvre pour faciliter l'ouverture des données publiques et en améliorer l'accessibilité, la qualité et les usages. Il s'agit de répondre à la fois à la forte demande d'accès à des données publiques de qualité de la part des usagers, des entreprises, des innovateurs et

de l'ensemble des citoyens mais aussi au besoin de partage systématique des informations entre nos administrations, en particulier pour le pilotage des politiques publiques.

Cependant, si de nombreux usages se développent de manière remarquable, il reste une marge de progrès en termes d'acculturation à la donnée et de transparence, tant au sein des services de l'État que des collectivités territoriales. C'est un travail de longue haleine, que toute l'équipe de DataGrandEst a à cœur d'accompagner, en adaptant la plateforme aux nouveaux besoins des acteurs, en développant les usages de la donnée, en étant plus vertueux en termes de gestion de la donnée (responsabilité numérique).

En attendant la prochaine édition, ne manquez aucun de nos rendez-vous : visitez le site de DataGrandEst et adhérez à notre service public de la donnée !